

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

□□□□□□□□

**RÈGLEMENT DE CONSULTATION
(RC)**

□□□□□□□□

MARCHÉ PUBLIC À PROCÉDURE ADAPTÉE**Passé en application des articles L.2120-1-2°, L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4
du Code de la Commande Publique****MAÎTRE DE L'OUVRAGE :** Commune de LEUGNY**PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHÉ :** Monsieur le Maire, Gilles ABRY**ORDONNATEUR :** Monsieur le Maire, Gilles ABRY**COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :** Service de Gestion Comptable - Auxerre**PERSONNE HABILITÉE À DONNER LES RENSEIGNEMENTS PRÉVUS AUX ARTICLES R.2151-59 à
R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE :** Monsieur Romain PIERSON - Architecte**Objet du marché****Construction d'un Multi-Commerce à LEUGNY (89)****Remise des offres**Date limite de réception : **Mardi 15 Juillet 2025**Heure limite de réception : **12h00****1 INFORMATIONS PRÉALABLES****IMPORTANT**

Depuis le 1^{er} octobre 2018, toutes les communications et tous les échanges d'informations sont effectués par des moyens de communication électronique en application de l'article R.2132-7 du Code de la Commande Publique.

Ainsi, en cours de consultation, les échanges et les demandes : compléments d'informations, renseignements, information aux candidats non retenus, courrier de notification s'effectueront uniquement par voie dématérialisée.

En conséquence, les Candidats doivent obligatoirement :

- ☐ **indiquer en page de garde de leur Contrat ou de leur Acte d'Engagement (dans le cadre à compléter), une adresse de messagerie électronique valide et consultée régulièrement à laquelle seront envoyés ces documents via la plate-forme de dématérialisation.**

En ce sens, les candidats sont invités à utiliser des adresses de messageries génériques plutôt que des adresses mail individuelles. En l'absence d'adresse mail générique, les entreprises peuvent renseigner une adresse mail complémentaire.

Attention aux filtres anti-spam : si le candidat utilise un filtre anti-spam, il convient d'ajouter l'adresse de la plate-forme de dématérialisation dans la liste « blanche » de sa messagerie afin que les courriels (questions / réponses, demandes complémentaires, etc..) envoyés depuis la plate-forme ne soient pas filtrés.

- ☐ **répondre à la consultation électroniquement et remettre exclusivement des offres électroniques.**

2 OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 NATURE DE LA CONSULTATION :

La présente consultation concerne la construction d'un multi-commerce à LEUGNY

2.2 LIEUX D'EXÉCUTION

L'opération est à réaliser sur le territoire de LEUGNY

3 ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

La procédure retenue est celle du marché à procédure adaptée conformément aux articles L.2120-1-2°, L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la Commande Publique.

4 CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

4.1 FORME DU MARCHÉ

4.1.1 Fractionnement du marché : marché à tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.1.2 Décomposition en lots

Les lots sont traités en marchés séparés.

Les prestations font l'objet de l'allotissement suivant :

- **Lot 01 – Terrassements - VRD**
- **Lot 02 – Gros Œuvre - Ravalements**
- **Lot 03 – Charpente bois**
- **Lot 04 – Etanchéité – Couverture - Zinguerie**
- **Lot 05 – Menuiseries Extérieures**

- **Lot 06 – Menuiseries Intérieures**
- **Lot 07 – Doublages - Cloisons - Plafonds**
- **Lot 08 – Électricité – CFO/CFA**
- **Lot 09 – Plomberie - Chauffage – Ventilation - Climatisation**
- **Lot 10 – Carrelages - Faïences**
- **Lot 11 – Peintures**

4.1.3 Délai d'exécution du marché :

Le délai d'exécution du marché est fixé dans l'Acte d'Engagement (AE) et ne peut en aucun cas être changé.

4.1.4 Date prévisionnelle de démarrage des travaux :

Les travaux devraient débuter : **en Septembre 2025**

4.2 INTERVENANTS

4.2.1 Maîtrise d'Œuvre

Le concepteur, auteur du projet et sous la direction duquel seront exécutés les travaux est désigné au cours du présent document par la mention "Le Maître d'Œuvre".

La Maîtrise d'Œuvre est assurée par :

ARP ARCHITECTE

59 bis rue du Tartre – 89550 HERY

Tel : 06.72.79.24.23. – Mail : atelier@arp-architecte.com

Contact : Mr Romain PIERSON

La mission confiée au Maître d'Œuvre est une mission normalisée comportant les éléments suivants :

- Mission de Base et OPC

4.2.2 Contrôle Technique

Les travaux sont soumis au Contrôle Technique prévu par le Titre II de la loi n° : 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôleur technique désigné par le Maître d'Ouvrage est :

SOCOTEC

Agence construction AUXERRE

qui assurera les Missions suivantes :

a) Missions de base :

L : solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables

SEI : sécurité des personnes dans les ERP ou les IGH

b) Missions complémentaires :

LE : solidité des existants

Hand : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées avec constat du respect des règles d'accessibilité et établissement de l'attestation ;

Th : isolation thermique et économies d'énergie ;

Ph : isolation acoustique.

4.2.3 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (SPS)

Les travaux sont soumis à une Mission de Coordination SPS.

La mission qui est confiée par le Maître de l'Ouvrage au Coordonnateur SPS est une mission de Niveau : 2, concernant :

- les phases conception et réalisation.

Le coordonnateur SPS désigné par le Maître d'Ouvrage est :

BUREAU VERITAS
105 rue des Mignottes
89000 AUXERRE

4.2.4 Coordination en matière de Système de Sécurité Incendie (SSI)

Sans objet.

4.2.5 Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

La mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination (OPC) est confiée au Maître d'Œuvre dans le cadre de sa mission de Maîtrise d'Œuvre.

4.2.6 Études - Structure – Fluides - Électricité

Une partie des études sont confiées à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre.

Les Bureaux d'Études associés au Maître d'Œuvre et composant l'Équipe de Maîtrise d'Œuvre sont :

BET 3iA
Agence d'AUXERRE
Mr GERARD Yann
03.86.42.90.02

4.2.7 Assistance à la Maîtrise d'Œuvre (AMO)

Sans objet.

5 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises (liste des pièces fournies par le Pouvoir Adjudicateur à l'opérateur économique) est remis gratuitement.

Il est disponible par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation : <https://marches.ternum-bfc.fr>

- **Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)**

Le dossier de consultation comprend :

1 Pièces Administratives

- Règlement de Consultation (RC),
- Acte d'Engagement (AE),
- CCAP,
- Certificat de Visite OBLIGATOIRE

2 Études & Diagnostics

- Étude Géotechnique G2 AVP & G2 PRO – ICSEO

- RICT du Bureau de Contrôle - SOCOTEC
- PGC du Coordinateur SPS - VERITAS

3 PlansDCE

- 1_Plans-Architecturaux_ARP-Archi
- 2_Plans-BET_3iA

4 CCTP

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) des lots Architecturaux et des lots techniques.

5 DPGF

- Bordereaux de prix (DPGF) aux formats Pdf et Excel des lots Architecturaux et des lots techniques.

6 Planning : planning prévisionnel de l'opération

Mise à disposition du DCE par voie électronique :

Sur la plate-forme de dématérialisation où les candidats sont invités à consulter et télécharger les documents.

Pour le téléchargement sur la plate-forme de dématérialisation, la personne physique doit impérativement renseigner ses coordonnées électroniques afin de bénéficier de toutes les informations et modifications complémentaires. Les documents du DCE peuvent être compressés au format ZIP.

Pour lire les documents, les soumissionnaires devront disposer d'un logiciel ZIP, <https://marches.ternum-bfc.fr>

6 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

6.1 CONDITIONS DE PARTICIPATION

L'offre sera présentée par un seul candidat ou par un groupement.

En cas de groupement, le Pouvoir Adjudicateur n'impose aucune forme.

Pour autant, la forme du groupement devra clairement être déterminée au stade de la candidature.

Dans l'hypothèse d'un groupement conjoint et conformément à l'article R.2142-24 du Code de la Commande Publique, le mandataire devra être solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter pour le même marché plusieurs offres en agissant, d'une part comme candidats individuels ou mandataires d'un groupement et d'autre part comme membres d'un groupement. Par ailleurs, un même candidat ne peut représenter plus d'un groupement pour un même marché et une même personne physique ne peut représenter plusieurs candidats. En toute hypothèse, un candidat ne peut remettre plusieurs offres de base à titre individuel.

Sous réserves de ces dispositions, il est donc possible à un co-traitant de se présenter comme membre de plusieurs groupements.

6.2 PSE - Prestations Supplémentaires Éventuelles à l'initiative du Maître de l'ouvrage

6.2.1 PSE obligatoires exigées par le Maître d'Ouvrage

Sans Objet

6.2.2 Variantes autorisées par le Maître d'Ouvrage

Les variantes ne sont pas autorisées. Si une variante est remise, elle ne sera pas analysée, seule l'offre de base sera prise en compte à la condition qu'elle soit bien identifiée, distincte de la variante et conforme au cahier des charges.

Les variantes à l'initiative du candidat sont autorisées mais ne seront examinées qu'après la solution de base.

Le candidat peut proposer de sa propre initiative une ou plusieurs variantes à condition d'avoir répondu à l'offre de base.

La variante peut consister en la présentation de matériels ou matériaux à caractéristiques différentes ou en la mise en place d'une méthode d'exécution différente de celle précisée dans le dossier de consultation.

La variante doit apporter une plus-value économique, technique ou environnementale. Elle doit être justifiée dans le mémoire technique.

Le candidat remplira un acte d'engagement pour l'offre de base et un acte d'engagement pour chaque offre variante proposée.

6.3 DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les offres sont valables pendant : **cent cinquante (150) jours** à partir de la date limite de remise des offres.

7 PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le dossier à remettre par les candidats sera déposé sur la plate-forme de dématérialisation : <https://marches.ternumbfc.fr> et contiendra les pièces suivantes :

7.1 LA CANDIDATURE

Les candidats ont pour obligation de produire à l'appui de leur candidature les documents suivants (article R.2143-3 du Code de la Commande Publique) :

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements demandé ci-dessous si ceux-ci sont en mesure d'être obtenu directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis au Pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Pour faire usage de cette possibilité, le candidat devra indiquer avec précision l'objet et la référence de la consultation dans laquelle il a fourni tous ces renseignements et déclarations. L'attention du candidat est attirée sur le fait que la validité s'entend par année civile.

Il appartient au candidat d'avertir le Pouvoir adjudicateur de tout changement de situation et d'actualiser ses déclarations.

SOIT :

- le formulaire "Déclaration du Candidat" fourni à l'appui du Dossier de Consultation des Entreprises (Nota : il est fortement recommandé d'utiliser ce formulaire qui suffit à lui seul à répondre aux attentes de la collectivité).

SOIT :

- le Document Unique de Marchés Européens (DUME) dûment rempli. Pour ce faire, un utilitaire est disponible à l'adresse : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Une fois complété sur chorus-pro, le DUME est à télécharger et à joindre à l'appui du dossier de réponse.

SOIT :

- les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat conformément aux articles R.2142-1 à R.2142-14 du Code de la Commande Publique, à savoir :
 - la lettre de Candidature et habilitation du Mandataire par ses co-traitants dûment remplie (formulaire DC1 mis à jour le 01/04/2019) ;
 - la déclaration du Candidat dûment remplie par une personne ayant pouvoir d'engager l'Entreprise (formulaire DC2 mis à jour le 01/04/2019) accompagné des documents justificatifs demandés ci-après ;
 - une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
 - une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère le marché, réalisées au cours des 3 exercices disponibles ;
 - une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel et du personnel d'encadrement, pour l'année en cours ;
 - les titres d'études et professionnels des cadres chargés d'opération de même nature que le présent marché ;

- la liste des outillages, matériels et équipements (indiquer les plus significatifs) dont le prestataire ou l'Entrepreneur dispose pour l'exécution des services ou de l'ouvrage, objet de la présente consultation ;
- les qualifications de la société adaptée à la prestation objet du présent marché ;
- la liste des principaux travaux ou prestations effectués au cours des **cinq dernières années**, en lien avec l'objet du marché et indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Ces justifications sont à fournir, en cas de groupement, pour chacun des membres dudit groupement et en cas de sous-traitance, pour chaque sous-traitant donnant lieu à l'établissement du document à annexer à l'Acte d'Engagement ou au Contrat.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le Candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le Candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

N.B : Les entreprises de création récente peuvent justifier de leurs capacités financières, techniques et professionnelles par d'autres moyens que ceux énumérés ci-dessus. L'absence de références relatives à l'exécution de marchés de même nature ne peut justifier l'élimination du candidat.

Documents justificatifs prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-15 du Code de la Commande Publique

Le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché devra produire, avant la signature du marché les pièces, attestations et certificats prévus aux articles sus-visés dans un délai de 8 (huit) jours à compter de la demande de la collectivité. Puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles R 1263-12, D. 8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D8254-5 du Code du Travail.

Afin de satisfaire à ces obligations, le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

7.2 L'OFFRE

7.2.1 Offre de base

En cas de réponse à plusieurs lots, il sera constitué autant de dossiers d'offres que de lots. Dans ce cas, les pièces de la candidature ne devront être produites qu'une seule fois.

Ce(s) dossier(s) contient (contiennent) :

- **un Acte d'Engagement (AE) pour le Lot concerné :**
 - cadre ci-joint à compléter et dater par une personne habilitée à engager la société, cet Acte d'Engagement sera accompagné, éventuellement par les demandes d'acceptation des Sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les Sous-traitants désignés au marché (Annexe à l'Acte d'Engagement en cas de Sous-traitance).
En cas d'attribution du marché, ce document sera obligatoirement signé dans les conditions définies à l'article 9.1. du présent Règlement de Consultation.
Que des Sous-traitants soient désignés ou non au marché, le Candidat devra indiquer dans l'Acte d'Engagement (AE), le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.
Pour chaque Sous-traitant présenté dans l'offre, le Candidat devra joindre, en sus de l'Annexe : les renseignements, documents et déclaration sur l'honneur visés aux articles à l'article R.2143-3 du Code de la Commande Publique.
- **un Mémoire justificatif détaillé intégrant :**
 - une note précisant les moyens techniques et humains que le Mandataire et de ses éventuels cotraitants s'engagent à mettre en œuvre sur le chantier, notamment le nombre de personnes mobilisées (le candidat énoncera son programme d'exécution des ouvrages, en précisant les moyens affectés au chantier proprement dit, pour chacune des phases d'intervention décrite dans le calendrier prévisionnel d'exécution ;
Le Candidat précisera également pour les personnels d'encadrement : leurs formations et leurs expériences (CV complets).
 - la description des Modes Opératoires que le Candidat envisage de mettre en œuvre pour la bonne exécution des prestations de sa mission et les mesures que le Candidat envisage afin de respecter le délai d'exécution des

travaux et les dispositions qu'il jugerait nécessaire de mettre en œuvre pour le respect du planning prévisionnel (précisions, modifications à apporter sur le phasage ou sur l'enchaînement des prestations, etc..) ;

- la liste des matériaux, matériels et équipements qui seront mis en œuvre dans le cadre du marché ainsi qu'une notice précisant les caractéristiques (technique, provenance, qualité,...) de chacun des matériaux, matériels et équipements proposés.

Toutes ces pièces devront être obligatoirement accompagnées des fiches techniques des produits ou à défaut la documentation technique correspondante qui permettront au Maître d'œuvre d'évaluer la conformité au minima demandé dans les CCTP.

- les dispositions que le Candidat s'engage à mettre en œuvre pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets de chantier ainsi que les mesures envisagées de mettre en œuvre pour les protections et la sécurité collective et individuelle pour la durée du chantier ;

Le mémoire justificatif du candidat retenu fera partie des pièces contractuelles particulières du marché.

8 JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 LA CANDIDATURE

Les cas suivants conduiront à l'élimination des candidatures pour irrecevabilité :

- pli déposé postérieurement à la date et à l'heure limite de remise des plis ou pli ne garantissant pas la confidentialité de la candidature ou de l'offre ;
- lorsque le candidat est frappé d'une interdiction de soumissionner (obligatoire ou optionnelles : article R.2143-6 du Code de la Commande Publique) ;
- absence d'attestation sur l'honneur.

Les critères de jugement des candidatures (en adéquation avec l'objet du marché) sont les suivants :

- aptitude à exercer l'activité professionnelle ;
- capacités techniques et professionnelles ;
- capacités économiques et financières ;
- attestations sur l'honneur demandées.

Les conditions de sélection et les critères de jugement des capacités des candidats tiendront compte des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, y compris en cas de groupement, quels que soient les liens juridiques existants entre ces opérateurs et le candidat, ce dernier devant justifier des capacités des opérateurs précités et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra vérifier la qualité des références présentées.

En application de l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réclamer les pièces absentes du dossier de candidature.

8.2 L'OFFRE

Le Pouvoir Adjudicateur vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées, au sens des articles L. 2152-2 à L.2152-4 et R.2152-1 du Code de la Commande Publique :

- sera déclarée **irrégulière** une offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du Pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans les documents de la consultation.

Ceci sera notamment le cas s'il est constaté :

- l'absence de signature en original du Contrat ;
- le non-respect des exigences des cahiers des charges ;
- la non remise de l'une des pièces constituant l'offre tel que défini à l'article 7.2. ci-avant ;
- la modification du Contrat et/ou d'une pièce du dossier de consultation (hors zones à compléter). - que le Contrat ne soit pas complété.

- sera déclarée **inacceptable** une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure
- sera déclarée **inappropriée** une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Les offres déclarées anormalement basses seront rejetées en application des articles L.2152-5 et L.2152-6 et des articles R.2152-3 à R.2152-5 du Code de la Commande Publique.

8.3 MÉTHODE D'ANALYSE DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-7, R.2152-6 et R.2152-7 du Code de la Commande Publique sur la base de plusieurs critères fixés par le Pouvoir Adjudicateur et pondérés pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas de variantes, les mêmes critères que ceux utilisés pour l'offre de base serviront à leur analyse.

En cas de négociation : l'analyse s'organisera en deux temps :

- dans un premier temps : en analysant les éléments contenus dans l'offre de base ;
- dans un second temps : en analysant l'offre après négociation.

8.3.1 Critères d'analyse

Ces critères sont :

A) Le prix : noté sur 60 points ;

B) La valeur technique : notée sur 40 points ;

La note globale d'évaluation est de : 100 points.

8.3.2 Méthode d'analyse

L'analyse de l'offre sera faite de la manière suivante :

- après élimination des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses, l'ensemble des critères est noté sur : 100 points, en fonction de la pondération et de la note de chacun ;
- chaque critère sera noté sur la base des informations fournies dans les dossiers ;
- une note globale sera déterminée pour chacune des offres par addition des notes obtenues pour chaque critère.

L'offre obtenant la meilleure note étant classée première.

- **A) Pour le critère « prix »**

La notation se fait par une comparaison avec l'offre moins-disante après élimination des offres anormalement basses, inappropriées, irrégulières et inacceptables.

Les prix servant à l'analyse des offres seront ceux indiqués dans l'Acte d'Engagement (AE).

Note du critère prix = 60 points pour l'offre la moins-disante.

Pour les autres offres, la note = $60 \times (\text{montant de l'offre la moins-disante} / \text{montant de l'offre du Candidat}) = xx \text{ points}$.

En cas de discordance entre le montant total du forfait de rémunération indiqué à l'article 4.1. de l'Acte d'Engagement, et le Bordereau de Devis Estimatif (DE) ou la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ; les indications portées en lettres Toutes Taxes Comprises à l'article 4.1. de l'Acte d'Engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation. Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier pour mettre en cohérence la DPGF ou les détails de prix du Contrat avec le montant porté à l'Acte d'Engagement (AE). En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'analyse des offres, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de demander la communication des sous-détails de prix unitaires.

- **B) Pour le critère « valeur technique »**

La notation s'effectue après analyse du document intitulé « Mémoire Justificatif de l'Offre » demandé à l'article 7.2. Cette notation tiendra compte de la qualité et de la valeur des informations indiquées.

Les 70 points de la valeur technique seront répartis de la façon suivante :

- note détaillée énonçant les moyens techniques et humains que le Mandataire et de ses éventuels cotraitants s'engagent à mettre en œuvre sur le chantier (**notée sur 5 points**)
- note détaillée énonçant les Modes Opératoires d'Exécution des ouvrages proposés par le Candidat et les mesures que le candidat envisage pour le respect du délai d'exécution et des phases des travaux avec un engagement sur les dates de démarrage des interventions ainsi que les délais proposés par l'entreprise (engagement sur le respect du calendrier d'exécution avec ses remarques et propositions d'amélioration et d'optimisation du délai avec des éléments objectifs à l'appui) (**noté sur 20 points**) ;
- note technique détaillée récapitulant les produits et les matériaux proposés (**notée sur 10 points**) ;
- notice décrivant les mesures que le Candidat s'engage à mettre en œuvre en matière de protection de l'environnement (bonne tenue et propreté du chantier, traitement des déchets, etc.) (**notée sur 5 points**).

8.3.3 Modalité de classement des offres

L'offre qui obtient le plus grand nombre de points sur la base d'une note globale d'évaluation de **100 points** est classée première. Les autres offres sont ensuite classées par ordre décroissant.

En cas d'égalité de note, il sera pris en compte l'offre qui aura obtenu la meilleure note sur les critères de poids les plus élevés, puis en cas de nouvelle égalité, l'offre la moins-disante sera retenue.

8.4 NÉGOCIATION

Conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit dans le cadre de l'analyse des offres :

- de négocier, sur tout ou partie des éléments de l'offre, et cela après élimination des offres inappropriées ;
- ou d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

La négociation pourra se faire selon les hypothèses identifiées ci-dessous :

1. Conformément à l'article R.2152-2 du Code de la Commande Publique, les offres irrégulières ou inacceptables pourront être régularisées.
À l'issue de cette première phase de négociation, un deuxième tour de négociation pourra être réalisé avec l'ensemble des candidats ayant présenté les meilleures offres régulières et acceptables, classées au regard des critères d'analyse des offres indiqués à l'article 8.3. ci-avant ;
2. La négociation pourra s'effectuer avec les candidats ayant remis une offre régulière et acceptable. Les offres irrégulières ou inacceptables ne pourront pas, dans ce cas, faire l'objet d'une négociation ;
3. La négociation pourra porter uniquement sur la régularisation des offres irrégulières ou inacceptables.

Cette négociation prendra la forme d'un échange de courriels via la plate-forme de dématérialisation.

La négociation pourra donner lieu à modification des offres initialement déposées dans leur contenu et dans leur montant, sans pour autant remettre en cause les conditions initiales de la mise en concurrence, ni en modifier l'objet ou l'économie générale du marché.

A titre prévisionnel les offres définitives devront être remises au plus tard : **cinq (5) jours après la date de parution du courriel invitant les candidats à négocier.**

A défaut de nouvelle proposition dans les délais impartis, seule la première offre du candidat sera prise en considération. S'agissant des offres remises après négociation, le délai de validité des offres est apprécié à partir de la date fixée pour remettre les offres définitives.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'engager un ou plusieurs autres tours de négociations dans les conditions énoncées ci-dessus.

8.5 CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE

L'offre la mieux classée sera retenue.

L'offre est retenue à titre provisoire, en attendant que le candidat (et ses co-traitants le cas échéant) produise(nt) les attestations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-15 du Code de la Commande Publique, ainsi qu'une attestation d'assurance démontrant qu'il remplit ces obligations en matière de garantie décennale.

Ces documents devront être transmis dans un délai maximum de : **huit (8) jours à compter de la notification de la demande.**

A défaut de production, l'offre sera éliminée et la même demande sera faite auprès du candidat suivant dans l'ordre de classement.

Le Candidat fournira tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas donner suite à la consultation.

9 CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

SEULE LA RÉPONSE ÉLECTRONIQUE EST AUTORISÉE

Les documents fournis au titre de la candidature et de l'offre devront être rédigés en langue française.

Les pièces à transmettre par les candidats sont les suivantes :

- les justifications à produire par le Candidat conformément à l'article 7.1 du présent Règlement de Consultation ;
- l'offre ou les offres en cas d'allotissement (un dossier d'offre pour chaque lot) conformément à l'article 7.2 du présent Règlement de Consultation.

Les candidats transmettent leur offre en ligne par téléchargement sur la plate-forme de dématérialisation : <https://marches.ternum-bfc.fr> sur lequel un guide d'utilisation de la plate-forme est mis à disposition.

ATTENTION : Il n'y a pas obligation de signature électronique dès la transmission des plis.

Le candidat aura le choix de déposer son Acte d'Engagement signé électroniquement ou non.

En revanche, le Pouvoir Adjudicateur impose la signature de ce document à l'entreprise attributaire.

Cette signature pourra être électronique ou manuscrite. Si l'entreprise souhaite signer électroniquement son marché, elle devra : soit être détentrices d'un certificat de signature électronique, soit être en cours d'acquisition auprès d'une autorité de certification dudit outil.

(À noter que la signature d'un fichier « ZIP » contenant lui-même plusieurs documents ne vaut pas juridiquement signature de chacun des documents.)

Le candidat envoie électroniquement son offre. Il recevra un accusé de réception électronique. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Attention : si le candidat ne reçoit pas d'accusé réception électronique, cela signifie que l'offre n'a pas été transmise.

Recommandations :

La collectivité invite fortement les entreprises à procéder à des réponses tests sur la plate-forme de dématérialisation : www.ternum-bfc.fr, sur les consultations tests prévues à cet effet afin de s'assurer que leurs équipements soient bien configurés.

Il est recommandé au candidat d'envoyer son offre électronique au moins deux heures avant la clôture de la consultation afin de tenir compte des délais de mise en ligne qui peuvent prendre plusieurs minutes.

Les offres électroniques doivent être déposées dans leur intégralité avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent Règlement de Consultation. Les Candidats devront tenir compte du délai de dépôt sur la plate-forme de dématérialisation.

Les offres dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas ouvertes par la collectivité et seront rejetées.

Un service de support téléphonique est mis en place pour les entreprises qui soumissionnent en ligne aux marchés publics.

Le service de support est ouvert de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 les jours ouvrés. Le N° d'accès est : 0970 609 909.

9.2. : COPIE DE SAUVEGARDE :

Les soumissionnaires qui le souhaitent, peuvent, en complément de la transmission de leur offre électronique sur la plate-forme www.ternum-bfc.fr, effectuer une copie de sauvegarde, conformément à l'article R.2132-11 du Code de la Commande Publique.

Le candidat peut ainsi effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier.

ATTENTION : cette copie de sauvegarde devra parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé portant l'adresse et les mentions suivantes :

Monsieur le Maire de LEUGNY

« COPIE DE SAUVEGARDE »

**Concernant la procédure adaptée pour le Lot n° : xx
pour l'opération xxxx**

« Nom du candidat »

« Adresse du candidat »

« Courriel du candidat »

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par le Pouvoir Adjudicateur. La trace de la malveillance du programme est conservée par le Pouvoir Adjudicateur ;
2. Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au Pouvoir Adjudicateur dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pas pu être ouverte par le Pouvoir Adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais impartis pour le dépôt des candidatures et des offres.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le Pouvoir Adjudicateur.

A défaut de copie de sauvegarde et en cas de non-réception de l'offre électronique ou de détection de programme malveillant, aucune réclamation ne pourra être prise en compte par la collectivité qui se dégagera de toute responsabilité.

Les copies de sauvegarde pourront :

- Soit être déposées contre récépissé, notamment les offres remises par coursier (UPS, DHL, CHRONOPOST, ..) aux heures d'ouverture de la mairie :

10 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS DE LA CONSULTATION

10.1 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET QUESTIONS DU CANDIDAT

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats devront faire parvenir au plus tard : **dix (10) jours avant la date limite de réception des offres**, une demande électronique sur la plate-forme de dématérialisation : <https://marches.ternum-bfc.fr>.

Lorsqu'un Candidat jugera qu'une (des) erreur(s) ou une (des) omission(s) ou une (des) incohérence(s) ont été commises dans les pièces du dossier de consultation des Entreprises, il devra en informer le Pouvoir Adjudicateur dans les meilleurs délais, par écrit sur la plate-forme de dématérialisation, en stipulant le (les) document(s) concerné(s), dans les conditions définies au présent article.

10.2 MODIFICATIONS

Le Pouvoir Adjudicateur peut apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard : **six (6) jours avant la date limite de remise des offres**. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Ces modifications seront adressées via par la plate-forme de dématérialisation : www.ternum-bfc.fr à l'ensemble des candidats ayant retiré un dossier de consultation sur ladite plate-forme.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.